



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
12 au 17
Janvier
2026

Recherche scientifique : l'Ucad et la Gendarmerie nationale nouent un partenariat



Une convention de partenariat a été signée, ce mardi 13 janvier, entre l'Ucad et la Gendarmerie nationale. Elle a été paraphée par le Recteur, Pr Alioune Badara Kandji et le Général de division, Martin Faye, Haut commandant de la Gendarmerie nationale et directeur de la justice militaire. Une délégation de la Gendarmerie nationale sénégalaise s'est rendue à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), renseigne un document de la direction de la communication de l'Ucad reçu au « Soleil ». Elle était conduite par le Général de division Martin Faye, Haut commandant de la Gendarmerie nationale et directeur de la justice militaire.

Les deux institutions ont saisi l'occasion pour signer une convention de partenariat. L'accord a été paraphé par les responsables des deux institutions, le Pr Alioune Badara Kandji pour l'Ucad et le Général Martin Faye pour la Gendarmerie nationale. « Cette rencontre vise à renforcer la coopération dans des domaines clés tels que la formation, la recherche scientifique, l'innovation, l'appui technique, ainsi que le service à la communauté », informe l'Ucad. Saluant l'initiative, le Recteur de l'Ucad, Pr Alioune Badara Kandji a affirmé que c'est une entente entre deux institutions aux destins qui se croisent et se complètent.

M. Kandji a précisé que les laboratoires mixtes à mettre en place ainsi que les programmes de recherche appliqués et les connaissances scientifiques relèveront, à coup sûr, « des défis qui interpellent les deux institutions sur la cybercriminalité, la cyber sécurité, la cyberdéfense, le traitement avancé des données massives, l'étude de nouvelles formes de la modélisation statique des phénomènes criminels ainsi que la sécurisation de nos espaces, entre autres domaines ».

Pour sa part, renseigne la source, le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale et directeur de la justice militaire, le général Martin Faye, a salué un partenariat stratégique. « À travers cette convention, nous faisons un choix stratégique fort : celui de structurer durablement le parcours académique des personnels de la gendarmerie, de renforcer leur accès à l'enseignement supérieur, d'encourager l'inscription aux Masters et aux Écoles doctorales, de promouvoir la recherche appliquée et de faire émerger une véritable culture de la connaissance au sein de l'institution », a-t-il déclaré.

« Le défi sécuritaire contemporain ne se gagne plus par la seule force ni par la seule impulsion. Il se gagne par l'intelligence collective, par l'anticipation, par la connaissance scientifique, par l'innovation technologique et par la capacité à comprendre les dynamiques sociales, économiques et humaines qui traversent nos sociétés », note le Général Faye.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/recherche-scientifique-lucad-et-la-gendarmerie-nationale-nouent-un-partenariat/>

NATIONALE

Qui est Pr Mababa Diagne, le nouveau recteur de l’UAM



« Monsieur Mababa DIAGNE, Professeur titulaire, matricule de solde n° 106 014/D, est nommé Recteur de l’Université Amadou Mahtar MBOW, en remplacement du Professeur Ibrahima CISSE, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite ». Cette nomination de Mababa Diagne n’est une surprise que pour ceux qui n’ont pas suivi son parcours. Tout ou presque concourait à faire de lui le prochain recteur de l’UAM.

En vérité, sa nomination constitue une suite logique au regard des responsabilités qu’il a assumées jusqu’ici au sein de cette deuxième université de la capitale. En 2017, Mababa Diagne intègre l’équipe de coordination de l’UAM pour diriger le sous-pôle Géosciences. L’année suivante, cet enseignant-chercheur à l’Institut des Sciences de la Terre (IST) a été détaché par l’UCAD à l’Université Amadou Mahtar MBOW (UAM).

À l’UAM, Mababa Diagne est devenu le premier Directeur de l’École supérieure des Mines, de la Géologie et de l’Environnement (ESMGE) et, simultanément, Coordonnateur de l’École supérieure d’Urbanisme, d’Architecture et d’Aménagement du Territoire (ESU2A). C’est donc tout naturellement qu’il a été nommé, en mars 2024, Directeur de l’École supérieure Polytech de Diamniadio, l’entité fédérant l’ensemble des écoles supérieures de l’UAM.

À la fois membre du Conseil académique et du Conseil d’administration, il a été à plusieurs reprises Recteur par intérim de l’UAM. Sa nomination est, par conséquent, une suite logique au vu de son parcours.

Professeur titulaire depuis juillet 2022, Mababa Diagne est le responsable de la formation doctorale « Géoressources, Environnement, Imagerie et Aménagement » de l’École doctorale PCSTUI de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Ingénieur géologue de conception, il est diplômé de l’Institut des Sciences de la Terre (IST) de l’UCAD en 1998. Alliant études et emploi (ingénieur qualité à la CSE), il a soutenu, en France, sa thèse de doctorat unique en Géomatériaux en 2006, avec comme option le Génie civil environnemental.

https://www.seneweb.com/fr/news/Education/qui-est-pr-mababa-diagne-le-nouveau-recteur-de-luam_n_480191.html

Réforme de l’éducation : les grands enjeux d’une refondation portée par l’État



Le processus de refondation du système éducatif sénégalais s’inscrit comme l’un des chantiers majeurs engagés par l’État pour accompagner la transformation structurelle du pays. Lors de la rentrée solennelle de l’Inspection générale de l’éducation et de la formation (IGEF), le ministre de l’Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, a décliné les principaux enjeux de cette réforme d’envergure.

Selon le ministre, la démarche en cours va au-delà d’une simple révision des programmes scolaires. Elle vise une refondation globale du système éducatif, appelée à répondre aux attentes des populations en matière de justice sociale, de souveraineté, de dignité et de prospérité. L’école, a-t-il souligné, constitue un levier central dans la construction du capital humain et dans la réussite du projet national de transformation.

Dans cette dynamique, l’État a mis en place un Comité scientifique chargé de la refondation curriculaire, composé d’universitaires, d’experts, de représentants de la société civile et d’anciens responsables publics. Cette diversité, selon M. Guirassy, garantit une approche inclusive et rigoureuse, fondée sur l’expertise et le dialogue.

Le ministre a également insisté sur le rôle stratégique de l’Inspection générale de l’éducation et de la formation, appelée à accompagner et à sécuriser les réformes à travers le contrôle, l’évaluation et l’amélioration continue de la qualité du système éducatif. Par ailleurs, une plateforme participative dénommée « la Voix de l’École » a été lancée afin de recueillir les contributions des citoyens et des acteurs de l’éducation. Cette initiative s’inscrit dans la volonté de l’État de bâtir une réforme partagée, nourrie par les expériences et les attentes du terrain.

Pour Moustapha Mamba Guirassy, l’avenir du Sénégal se joue en grande partie dans l’école, et la refondation engagée devra permettre d’adapter le système éducatif aux défis contemporains tout en renforçant son ancrage dans les valeurs nationales.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/reforme-de-leducation-les-grands-enjeux-dune-refondation-portee-par-letat/>

Après une phase-pilote au primaire : La remédiation par le numérique fait son entrée au moyen-secondaire



Après les résultats de la phase-pilote dans les académies de Kolda et Kaffrine pour les classes du primaire, la Solurem (Solution numérique de remédiation et de soutien scolaire école-maison) veut élargir son spectre de diffusion. C’est ce qui ressort des journées de partage organisées mardi et mercredi à la sphère Habib Thiam de Diamniadio pour faire le bilan de la phase-pilote. Porté par le ministère de l’Education nationale, ce programme vise à faciliter l’évaluation formative, à personnaliser l’apprentissage et à renforcer la communication avec les acteurs.

«C’est un projet qui s’est déroulé à l’élémentaire, et maintenant nous sommes en phase d’extension pour le moyen général, et particulièrement nous avons ciblé les Stem (Sciences-technologies-ingénierie-maths)», a indiqué mercredi Malick Guèye de la Direction de l’enseignement moyen-secondaire général (Dmg). Il a fait savoir qu’au niveau de sa direction, une Stratégie nationale pour le développement des enseignements-apprentissages dans les Stem est justement en phase de validation.

«Ce qui est remarquable dans cet atelier, nous avons pu trouver quand même des points de jonction avec le projet Solurem. Tout récemment, on a essayé d’évaluer le dispositif national d’évaluation standardisée et nous avons remarqué, à l’issue de cette évaluation, que la remédiation posait un grand problème sur le plan opérationnel. Main-tenant, avec l’avantage de ce projet, nous pouvons utiliser des plateformes numériques en ligne pour permettre aux élèves de réaliser des activités de remédiation», a-t-il dit pour relever l’importance de la Solurem. Il est ainsi question, selon lui, de réviser le dispositif national d’évaluation, et plus particulièrement de voir comment de façon opérationnelle mettre en œuvre la remédiation.

<https://lequotidien.sn/diamniadio-apres-une-phase-pilote-au-primaire-la-remediation-par-le-numerique-fait-son-entree-au-moyen-secondaire/>



Guinée : de nouvelles infrastructures pour former l'élite scientifique et technique de demain

L'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry (UGANC) franchit une nouvelle étape dans sa modernisation. Ce lundi 12 janvier 2026, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation a procédé à l'inauguration de deux infrastructures universitaires majeures : l'Institut Ouest-Africain de Mathématiques (IOAM) et l'Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme (ISAU). À travers ces réalisations, les autorités entendent renforcer la qualité de la formation, stimuler la recherche scientifique et positionner la Guinée comme un pôle régional d'excellence académique.

Présidant la cérémonie, le ministre Alpha Bacar Barry a souligné que l'investissement dans l'université constitue un choix stratégique et durable pour le développement du pays. « Investir dans l'éducation n'est pas une charge, c'est la voie la plus sûre vers la souveraineté scientifique, technologique et économique », a-t-il affirmé, insistant sur la nécessité de former localement des compétences capables de répondre aux défis nationaux et sous-régionaux.

Dans son allocution, le recteur de l'UGANC, le Pr Alpha Kabinet Keita, a salué l'engagement constant des autorités en faveur de l'enseignement supérieur. Pour lui, ces nouvelles infrastructures traduisent la volonté de bâtir « une université moderne, ouverte et performante », apte à offrir aux étudiants un cadre d'apprentissage stimulant et aux enseignants-chercheurs des conditions de travail d'excellence. J'exprime la reconnaissance de la communauté universitaire au gouvernement et au ministère de tutelle pour les ressources mobilisées au service de la modernisation du système universitaire guinéen.

Au cœur de cette dynamique, l'Institut Ouest-Africain de Mathématiques ambitionne de devenir un centre d'excellence régional » a-t-il déclaré. Pour sa part, le directeur général de l'IOAM, Dr Karamoko Sita Diallo, a présenté son institution comme « une réponse concrète aux défis scientifiques de la sous-région ». L'institut se donne pour mission de former des étudiants en licence, master et doctorat dans des domaines stratégiques tels que les mathématiques fondamentales et appliquées, les sciences des données, l'intelligence artificielle et leurs applications dans plusieurs secteurs clés, notamment l'environnement, l'économie et les sciences de la santé. L'IOAM entend également renforcer les capacités des enseignants à travers des programmes de formation continue, des séminaires, des colloques et des compétitions scientifiques, tout en favorisant l'accueil de chercheurs partenaires.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur a longuement insisté sur les défis liés au niveau des apprenants en mathématiques, depuis le secondaire jusqu'à l'université. Il a révélé que le pays est passé de moins de cinq professeurs de mathématiques à environ 33 aujourd'hui, dont neuf professeurs agrégés, capables de contribuer à la formation des enseignants du secondaire.

<https://guineenews.org/2026/01/12/education-de-nouvelles-infrastructures-pour-former-lelite-scientifique-et-technique-de-demain/?amp=1>



Maroc/Universités privées : El Midaoui maintient le retrait automatique des autorisations des établissements hors la loi



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Azzedine El Midaoui, a réaffirmé sa position en faveur du retrait automatique des autorisations des établissements privés d'enseignement supérieur ne respectant pas les normes légales. Lors des travaux de la Commission de l'enseignement, des affaires culturelles et sociales à la Chambre des conseillers, lundi, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Azzedine El Midaoui, a défendu l'article 21 du projet de loi n°59.24 sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, qui prévoit le retrait temporaire ou définitif « de plein droit » en cas de non-respect des conditions ayant justifié l'agrément d'un établissement ou de ses filières, après consultation de la Commission nationale de coordination de l'enseignement supérieur.

L'article prévoit également une évaluation tous les quatre ans des établissements privés, avec un suivi régulier de leur fonctionnement. Malgré une proposition de suppression de l'expression « de plein droit » par deux conseillers parlementaires, le gouvernement a rejeté l'amendement, affirmant que les établissements respectant les normes n'ont rien à craindre. Le ministre a insisté sur la nécessité de fermeté envers les institutions non conformes, afin d'éviter que l'enseignement supérieur devienne une simple marchandise. Pour les enseignants-formateurs, un cahier des charges basé sur le volume horaire global sera mis en place pour éviter les pressions sur les universités privées, garantissant une répartition équilibrée du temps de travail des enseignants.

Pour rappel, l'année universitaire 2024-2025 a connu un record d'inscriptions dans le privé, avec 102.462 étudiants (+12,5%), tandis que le nombre total d'étudiants devrait atteindre 1.309.900 en 2025-2026 (+4,8%). Les universités publiques accueillent 1.144.801 étudiants (87% du total), avec une progression de 3,8%.

Les établissements à accès ouvert restent majoritaires (928.195 étudiants, +2,5%), tandis que les établissements à accès limité progressent fortement (+10,3%, 216.606 étudiants). Le secteur privé représente désormais 8% des étudiants, et les établissements publics hors universités 5%.

<https://h24info.ma/maroc/education/enseignement-superieur-prive-el-midaoui/>

Vietnam : Prioriser les activités de recherche et développement



Pour développer la science, la technologie et l'innovation, les collectivités locales, y compris la province de Dong Nai, élaborent des plans et des orientations à long terme pour le développement et le transfert de technologies stratégiques, ainsi que pour la promotion des activités de recherche et développement (R&D) dans les entreprises et les universités.

Le Comité populaire de la province de Dong Nai vient de publier le Plan n° 05/KH-UBND visant à promouvoir la recherche et le développement scientifiques et technologiques, ainsi que la formation des ressources humaines technologiques, grâce aux fonds d'investissement provinciaux, aux fonds de recherche et développement des entreprises, des organismes de recherche et développement et des établissements d'enseignement de la province de Dong Nai pour la période 2025-2030.

Le plan vise à mettre en œuvre des activités pour promouvoir la recherche et le développement scientifiques et technologiques, et former des ressources humaines technologiques grâce aux fonds d'investissement provinciaux, aux fonds de recherche et développement (R&D) des entreprises, aux organismes de R&D et aux établissements d'enseignement de la province.

Selon le ministère des Sciences et des Technologies, la province comptait, en décembre 2025, 16 entreprises scientifiques et technologiques et 88 entreprises innovantes. Elle comptait également 9 universités. Ces établissements d'enseignement supérieur ont contribué de manière significative à la recherche scientifique et au transfert de technologies, à la formation et à la fourniture de ressources humaines hautement qualifiées, et ont contribué au développement socio-économique de la région.

Cela implique de se concentrer sur les domaines de pointe, les technologies stratégiques, l'infrastructure numérique, les plateformes numériques partagées, la formation du personnel spécialisé dans les technologies numériques, la biotechnologie et d'autres types de technologies, de produits et de services qui s'inscrivent dans les objectifs de développement scientifique et technologique, d'innovation et de transformation numérique. Ce faisant, elle mobilise les ressources sociales pour créer de nouveaux produits et services numériques et des ressources humaines hautement qualifiées afin de répondre aux besoins du développement socio-économique.

<https://www.vietnam.vn/fr/chu-trong-hoat-dong-nghien-cuu-va-phat-trien>

Application de l'IA à la formation et à la recherche scientifique à Khanh Hoa



Le matin du 15 janvier, à Nha Trang, l'université Khanh Hoa, en collaboration avec l'université nationale d'éducation de Daegu (Corée du Sud), a organisé la conférence scientifique internationale « Applications de l'IA dans la formation et la recherche scientifique ».

Les délégués posent pour une photo souvenir à l'issue de l'atelier.

L'atelier vise à rechercher et à élaborer un plan de formation et de développement des ressources humaines en intelligence artificielle (IA) pour le secteur de l'éducation et d'autres domaines dans la province de Khanh Hoa.

S'exprimant lors de la conférence, le professeur agrégé, Dr Nguyen Duy Bac, directeur adjoint de l'Académie nationale de politique de Ho Chi Minh, a déclaré que la résolution n° 71-NQ/TW du Politburo sur les percées dans le développement de l'éducation et de la formation a reconnu que la technologie numérique et l'intelligence artificielle (IA) remodelent l'éducation à l'échelle mondiale.

Présentation de la conférence.

Par conséquent, la transformation numérique et la transformation par l'IA sont stratégiquement positionnées comme des solutions novatrices pour moderniser l'éducation, intégrer le Vietnam au groupe des pays dotés de systèmes éducatifs développés et constituer une main-d'œuvre de haute qualité dans la nouvelle ère du développement national.

« Le Parti et l'État insistent également sur le principe directeur suivant : l'éducation et la formation constituent une priorité nationale absolue, déterminant l'avenir de la nation, et exigent simultanément des avancées majeures dans leur développement, à commencer par l'innovation dans la pensée, la sensibilisation et les institutions. Par conséquent, la transformation numérique et la transformation par l'IA ne sont pas seulement des tendances technologiques, mais aussi des solutions clés pour moderniser le système éducatif et réaliser des progrès significatifs en matière de qualité et d'efficacité », a souligné le professeur agrégé, Dr Nguyen Duy Bac.

Le camarade Nguyen Long Bien, vice-président permanent du Comité populaire de la province de Khanh Hoa, a prononcé un discours lors de l'atelier.

Lors de l'atelier, M. Nguyen Long Bien, vice-président permanent du Comité populaire de la province de Khanh Hoa, a affirmé que la province considère la transformation numérique et l'application des hautes technologies comme la « clé » de la réalisation de la résolution n° 09 du Politburo, faisant de Khanh Hoa une ville administrée par le gouvernement central d'ici 2030, et devenant simultanément un centre de données national et régional.

<https://www.vietnam.vn/fr/ung-dung-ai-trong-dao-tao-va-nghien-cuu-khoa-hoc-tai-khanh-hoa>